

[Accueil](#) > [Intenter une action en justice](#) > [Où et comment](#) > **Coûts****Coûts**

Pologne

Cette page fournit des informations sur les coûts judiciaires en Pologne.

[Droit de la famille - Divorce](#)[Droit de la famille – Garde des enfants](#)[Droit de la famille – Pension alimentaire](#)[Droit commercial – Contrat](#)[Droit commercial – Responsabilité](#)**Cadre réglementaire régissant les honoraires des professions juridiques****Avocats**

En Pologne, la rémunération d'un avocat dans le cadre d'une affaire est établie par un accord entre l'avocat (*adwokat*) et le client. Cet accord est soumis à la législation. Les facteurs suivants peuvent être pris en considération:

- la complexité et la portée de la question juridique;
- le temps nécessaire pour mener à bien la mission;
- l'expérience et les compétences professionnelles de l'avocat;
- les contraintes de temps;
- le degré d'urgence;
- d'autres facteurs.

Conformément aux règles du ministère de la Justice sur les honoraires des services d'avocats (du 28 septembre 2002), (*rozporządzenie w sprawie opłat za czynności adwokackie*) la rémunération doit prendre en compte:

- la complexité et la nature de l'affaire;
- le travail nécessaire pour mener l'affaire à son terme;

Dans des cas particuliers, selon la situation matérielle et familiale du client, l'avocat peut fixer la rémunération à un niveau inférieur à celui requis par la loi sur les frais judiciaires dans les affaires civiles.

En principe, la partie qui succombe règle les frais des procédures judiciaires. Cependant, le montant accordé par le juge (pour la représentation par un avocat) doit respecter les limites fixées par les règles du ministère de la Justice sur les honoraires des services des avocats (du 28 septembre 2002). Par conséquent (conformément au paragraphe 2), les honoraires ne peuvent dépasser le taux minimum multiplié par six, ni la valeur de l'objet du litige. Le montant des honoraires dépend également de la nature et des objectifs de l'affaire ainsi que du stade de la procédure. Les chapitres 2 à 5 des règles fixent les honoraires minimaux pour certains types d'affaires.

**Avoués**

La fonction d'avoué (*radcy prawni*) en Pologne est régie par des règles semblables à celles qui régissent la fonction d'avocat.

**Officiers d'exécution judiciaire/huissiers de justice**

La législation polonaise fixe également les honoraires des officiers d'exécution judiciaire/huissiers de justice (loi sur les officiers d'exécution judiciaire et les procédures d'exécution - *ustawa o komornikach sądowych i egzekucji*).

Les règles générales sont les suivantes:

Dans toutes les affaires portant sur un montant financier, la rémunération doit être calculée en pourcentage de la créance probable. Quand l'officier d'exécution judiciaire obtient le paiement de la créance, la rémunération payée par le créancier ne peut dépasser 2 % de la valeur du montant de la créance et ne peut être inférieure à 3 % d'une rémunération mensuelle moyenne, ni supérieure à ce montant multiplié par cinq.

Lors de l'exécution d'une créance, l'officier d'exécution judiciaire fait payer une taxe au débiteur qui représente 15 % du montant demandé. Dans le même temps, cette rémunération ne peut être inférieure à 10 % d'une rémunération mensuelle moyenne et ne peut dépasser cette valeur multipliée par 30.

Dans les affaires non financières, lorsque l'officier d'exécution judiciaire exécute une décision non pécuniaire, la rémunération est fixe.

**Coûts fixes****Coûts fixes pour les parties adverses dans les procédures civiles**

La loi régissant les frais judiciaires dans les affaires civiles porte sur les frais et les dépenses.

Les frais correspondent à la somme facturée pour chaque document présenté à la cour, dès lors que la loi prévoit de tels frais. Il existe trois types de frais différents: les frais variables, les frais fixes et les frais forfaitaires.

Le montant des frais varie selon la nature civile, familiale, commerciale ou autre de l'affaire. Le type d'action juridique entre également dans le calcul des coûts.

Les dépenses comprennent les charges liées à la participation des parties, des témoins et des experts à la procédure. Elles dépendent du **temps** et des **efforts consentis**. Les dépenses peuvent comprendre la rémunération des interprètes et des traducteurs, les frais de déplacement et de séjour ainsi que l'indemnisation des témoins pour la perte de revenus occasionnée en raison du temps passé au tribunal. D'autres dépenses sont prises en considération: la rémunération d'autres institutions et personnes, l'examen des preuves, les frais de transport et de garde d'animaux et d'objets, le temps passé en garde à vue et la publication d'annonces.

De plus, il existe des **frais de litige**. Ils se composent de frais judiciaires, de frais relatifs à la préparation du procès et aux actions engagées par l'avocat ou le conseiller juridique pour représenter le client (notamment les frais de représentation et de conseil).

Sauf disposition contraire, la règle générale veut que la partie qui succombe rembourse à la partie gagnante les frais qui ont été raisonnablement encourus pour défendre les intérêts de cette dernière. Toutefois, la partie gagnante doit attendre la condamnation avant de pouvoir se faire rembourser. La question des frais est tranchée dans la dernière phase de la procédure judiciaire, juste avant le jugement définitif.

**Stade de la procédure civile auquel les coûts fixes doivent être réglés**

Le règlement des sommes dues doit être effectué au moment où un document est déposé au tribunal (article 10 de la loi sur les frais judiciaires dans les affaires civiles).

#### Coûts fixes dans les procédures pénales

##### Coûts fixes pour les parties adverses dans les procédures pénales

En général, les coûts ne sont pas fixes, mais sont calculés après que la décision a été rendue. Le montant dépend de la durée de la procédure, de la condamnation et des frais d'experts. Les coûts fixes ne peuvent être prévus que dans le cas d'actions intentées par des particuliers, lorsque la personne qui introduit la demande doit payer des frais initiaux fixes.

##### Stade de la procédure pénale auquel les coûts fixes doivent être payés

Les coûts fixes pour les parties adverses dans les procédures pénales doivent être réglés après le jugement (valable et contraignant pour les parties).

##### Coûts forfaitaires pour les parties adverses dans les procédures constitutionnelles

**Le Code de procédure civile polonais** prévoit (en son article 424) la possibilité d'introduire une demande de réexamen, à la suite d'un jugement définitif rendu en deuxième instance. Ce recours peut être introduit si le jugement cause un préjudice à une partie et si la modification ou l'annulation de la décision ou du jugement n'a pas été possible (un recours contestant l'incompatibilité de la décision avec la loi).

Une telle demande est également possible lorsque l'incompatibilité avec la loi porte sur la violation des règles essentielles de l'ordre juridique, la violation des droits essentiels, des droits constitutionnels ou des droits de l'homme et du citoyen et lorsque le jugement a été prononcé en première instance. Dans ce cas, **la loi sur les frais judiciaires dans les affaires civiles** fixe une taxe obligatoire. Il s'agit d'une taxe forfaitaire de 30 zlotys, sauf disposition contraire de la loi (article 14).

Cette règle prévoit également certaines exceptions. Dans plusieurs procédures, la taxe s'élève à :

40 zlotys si le recours en incompatibilité concerne une procédure extrajudiciaire ouverte d'office;

1 000 zlotys si le recours en incompatibilité concerne une décision du président du Service de la concurrence et de la protection du consommateur;

3 000 zlotys si le recours en incompatibilité concerne une décision du président du Conseil national de radiodiffusion;

##### Stade de la procédure constitutionnelle auquel les coûts fixes doivent être payés

Le règlement des frais forfaitaires dans les procédures constitutionnelles doit intervenir au moment de la remise au tribunal du document soumis à frais (article 10 de la loi sur les frais judiciaires dans les affaires civiles).

##### Informations préalables que doivent fournir les représentants légaux

##### Droits et obligations des parties

Conformément à la **législation en vigueur**, les représentants légaux ne sont pas responsables de l'issue de la procédure. Ils sont seulement tenus de maintenir un degré approprié de diligence et de prendre toutes les mesures nécessaires pour conduire l'affaire correctement. Cela signifie également que les représentants ont toute latitude pour sélectionner les informations qui peuvent être utiles à leurs clients.

Les codes professionnels de conduite prévoient certaines obligations. Néanmoins, ils sont publiés par les chambres professionnelles (barreaux) et sont de nature purement déclarative. En cas de manquement à ces codes, seules des mesures disciplinaires sont prises.

##### Coûts engagés

supportés par la partie gagnante,

supportés par la partie qui succombe.

##### Bases juridiques pour la taxation des dépens

##### Où trouver des informations sur la taxation des dépens en Pologne?

Vous trouverez des informations (y compris sur les coûts) sur le site web officiel du ministère de la Justice polonais. La loi sur les frais judiciaires dans les affaires civiles est généralement applicable. Autrement dit, toute personne engagée dans des procédures judiciaires ou recherchant des informations sur les coûts peut facilement trouver les règles applicables.

Les personnes qui ont des difficultés à comprendre la loi peuvent demander une assistance auprès de leurs représentants légaux (avocat ou conseiller juridique). Les avocats professionnels peuvent fournir des informations et une assistance concernant diverses procédures dans une ou plusieurs autres langues.

##### Dans quelles langues obtenir des informations sur les frais en Pologne?

Les informations ne sont disponibles qu'en polonais.

##### Où trouver des informations concernant la médiation?

Le Code de procédure civile polonais fournit des informations sur la médiation aux articles 1831 à 18315. La rémunération et les frais remboursables des médiateurs sont fixés par le règlement du 30 novembre 2003 adopté par le **ministre de la Justice**. Néanmoins, le coût de la médiation n'est généralement pas considéré comme une dépense aux fins des procédures judiciaires, sauf si c'est le tribunal qui a ordonné la médiation.

##### Où trouver des informations complémentaires sur les frais?

##### Site web fournissant des informations sur les frais

Le site web du **ministère de la Justice polonais** fait partie intégrante du site web officiel du **gouvernement polonais**. Il décrit le **système judiciaire** ainsi que les questions relatives au droit civil polonais, y compris les frais judiciaires. Ce site propose un lien vers une page expliquant les coûts afférents aux affaires civiles (uniquement en polonais).

##### Où trouver des informations sur la durée moyenne des différentes procédures?

Il est extrêmement difficile de prévoir la durée moyenne d'une procédure légale car elle dépend du degré de complexité juridique et factuel de l'affaire.

##### Où trouver des informations sur le coût global moyen d'une procédure particulière?

Nonobstant ce qui précède, il est possible d'évaluer le coût moyen d'une procédure. Le coût de la représentation légale est fixé au début de la procédure. Ce coût repose sur un accord entre le client et son représentant. Pour ce qui est de la représentation légale d'office, les coûts sont prévus dans les règlements. Il est également possible d'évaluer les coûts de la procédure liés à l'audience elle-même. Ces coûts sont fixés dans la loi sur les frais judiciaires dans les affaires civiles et dépendent de la valeur de l'objet du litige et de la nature de l'affaire (par exemple si elle concerne un litige commercial ou un divorce). Les parties peuvent également prendre en compte le coût de citation des experts.

##### Taxe sur la valeur ajoutée

##### Comment cette information est-elle fournie?

Les frais et les dépenses fixés par la loi sur les frais judiciaires dans les affaires civiles sont exonérés de taxe, et ne sont par conséquent pas soumis à la TVA. L'assistance juridique est soumise à un taux unique de TVA (23 %).

##### Quels sont les taux applicables?

Le taux applicable de TVA est de 23 %. Les prestations fournies par les conseillers juridiques et les avocats sont taxées comme les autres prestations. La fiscalité de ces services est établie par la loi relative à la taxe sur la valeur ajoutée.

##### Aide juridictionnelle

### Seuil de revenu applicable dans les procédures civiles

Pour prétendre à l'exonération des frais de litige, les personnes doivent soumettre une demande officielle. L'exonération peut être accordée si elles peuvent prouver qu'elles ne peuvent acquitter les frais sans que cela entraîne pour elles ou leurs familles des difficultés financières.

De même, les demandeurs doivent présenter une déclaration écrite comportant les informations suivantes: état civil, revenus, source de revenus et avoirs. Si les conditions susmentionnées sont remplies, le tribunal accorde l'exonération et, en outre, attribue une aide juridictionnelle professionnelle gratuite (un représentant légal est rétribué par le **ministère des finances polonais** au début du procès; à la fin de la procédure, la partie qui succombe est obligée, sur demande de la partie gagnante, de payer les dépens).

### Seuil de revenu applicable aux défendeurs dans les procédures pénales

Il n'existe pas de seuil de revenus fixe. En règle générale, un demandeur doit prouver que, compte tenu de la situation financière de sa famille, le paiement des coûts serait difficile.

### Seuils de revenus applicables aux victimes dans les procédures pénales

Il n'existe pas de seuil de revenus fixe. Une aide juridictionnelle peut être accordée si la victime, en tant que partie aux procédures, n'est pas en mesure de régler les frais sans que cela nuise à sa situation financière et à celle de sa famille.

### Autres conditions relatives à l'octroi de l'aide juridictionnelle aux victimes

Comme cela a été indiqué précédemment, la victime doit être partie à la procédure. Pendant l'enquête, la victime est d'office une partie. Au moment du procès, elle peut obtenir le statut de partie civile (*oskarżyciel posiłkowy*).

### Autres conditions relatives à l'octroi de l'aide juridictionnelle aux défendeurs

Il n'existe pas d'autres conditions régissant l'aide juridictionnelle pour les défendeurs. Il existe toutefois des motifs supplémentaires justifiant l'octroi de l'aide juridictionnelle aux défendeurs. L'aide juridictionnelle est obligatoire si:

le défendeur est mineur;

le défendeur est sourd, muet ou aveugle;

le tribunal a de bonnes raisons de douter de sa santé mentale;

le tribunal l'estime nécessaire en raison d'éléments faisant obstacle à la défense;

les débats ont lieu en première instance devant un tribunal d'arrondissement, devant lequel une personne comparaît pour un acte délictueux ou est privée de sa liberté;

la procédure a lieu devant la Cour suprême.

### Procédures judiciaires exemptes de frais

Dans le cas des demandes publiques dans les affaires pénales, les coûts sont pris en charge par le ministère des Finances.

Les affaires concernant des mineurs sont exemptes de frais.

Les demandeurs dans certaines affaires (par exemple relatives aux obligations de pension alimentaire ou aux clauses contractuelles abusives) sont exonérés des frais judiciaires (article 96 de la loi sur les frais judiciaires dans les affaires civiles).

### Quand la partie qui succombe doit-elle supporter les dépens de la partie gagnante?

La règle générale veut que la **partie qui succombe** soit tenue de payer les principaux frais de procédure et de rembourser les coûts de la partie gagnante afférents à la représentation légale. Les frais remboursables sont précisés dans le Code de procédure civile polonais (articles 99 à 110). Les frais récupérables sont notamment les frais d'instance, les frais de déplacement, l'indemnité pour perte de revenus et les honoraires d'avocat.

### Honoraires des experts

Le tribunal décide de la rémunération des experts en fonction des objectifs de l'affaire, des qualifications, du temps passé et de la charge de travail.

### Honoraires des traducteurs et interprètes

Les honoraires varient selon que la traduction/l'interprétation est demandée par l'État ou par des entités privées.

Le règlement sur la rémunération des traducteurs assermentés (adopté par le **ministre de la Justice le 25 janvier 2005 – Journal officiel de 2007, numéro 41, acte 265**) fixe les honoraires dus par les institutions publiques. Conformément à la loi, ces coûts sont déterminés par les facteurs suivants: la langue source et la langue cible (l'idée générale étant qu'il est habituellement plus facile - donc moins onéreux - de faire travailler le traducteur d'une langue étrangère vers sa langue maternelle). Les autres facteurs sont la terminologie et le niveau de spécialisation.

Dans le secteur privé, les frais sont régis par un contrat entre le traducteur/interprète et son client.

Les sources sont:

les règlements sur les honoraires des services d'avocat du ministre de la Justice du 28 septembre 2002 (Journal officiel de 2002, numéro 163, acte 1348),

la loi sur les frais judiciaires dans les affaires civiles (Journal officiel de 2005, numéro 167, acte 1398),

le règlement sur la rémunération des traducteurs assermentés du ministre de la Justice du 25 janvier 2005 (Journal officiel de 2007, numéro 41, acte 265).

### Documents connexes

[Étude de la transparence des coûts - Rapport concernant la Pologne](#)  (396 Kb) 

Dernière mise à jour: 04/03/2024

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.

### Case study 1 - family law - divorce - Poland

In this case study on family law – divorce, Member States were asked to advise the party that files for divorce on litigation costs in order to consider the following situations:

Case A – National situation: a couple gets married. Later they separate and agree to a divorce.

Case B – Transnational situation: Two nationals from a same Member State (Member State A) get married. The marriage is celebrated in Member State A. After the wedding, the couple moves to live and work in another Member State (Member State B) where they establish their residence. Shortly thereafter the couple separates with the wife returning to Member State A and the husband remaining in Member State B. The couple agrees to a divorce. Upon her return to Member State A, the wife immediately files for a divorce before the courts of Member State B.

### Costs in Poland

Case n° 1 (in B- the country when the wife files for divorce is Poland – in that case, the fees, expenses and conditions are the same as in case A.

### Costs for court, appeals and alternative dispute resolution

|  | Court | Appeals | ADR |
|--|-------|---------|-----|
|--|-------|---------|-----|

| Case Study |                    |                                                                                                                                                                                      |            |                    |                    |            |                                            |                                                        |
|------------|--------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|--------------------|--------------------|------------|--------------------------------------------|--------------------------------------------------------|
|            | Initial court fees | Transcription fees                                                                                                                                                                   | Other fees | Initial court fees | Transcription fees | Other fees | Is this option open for this type of case? | Costs                                                  |
| Case A     | Fixed cost 600 PLN | For each page of copies, copies of judgements with enforcement, copies of judgement with legal validity - 6 PLN. If those documents are in a foreign language -12 PLN for each page. | -          | Fixed cost 600 PLN |                    |            | Parties are free to opt for ADR            | If the court accepts the enforceability clause, 50 PLN |

#### Costs for lawyer, bailiff and expert

| Case Study | Lawyer                        |                 | Bailiff                       |                     |                      | Expert             |                                   |
|------------|-------------------------------|-----------------|-------------------------------|---------------------|----------------------|--------------------|-----------------------------------|
|            | Is representation compulsory? | Average costs   | Is representation compulsory? | Pre-judgement costs | Post-judgement costs | Is use compulsory? | Cost                              |
| Case A     | No                            | Minimum 360 PLN | No                            | -                   | -                    | No                 | According to calculations expert. |

#### Costs for witness compensation, pledge or security and other relevant fees

| Case Study | Witness compensation       |                                                                                                                              | Pledge or security                           |      | Other fees  |      |
|------------|----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|------|-------------|------|
|            | Are witnesses compensated? | Cost                                                                                                                         | Does this exist and when and how is it used? | Cost | Description | Cost |
| Case A     | Yes                        | Costs of transport, lost earnings, accommodation, according to Articles 85 to 88 of the Act on Judicial Costs in Civil Cases | --                                           |      | --          | --   |

#### Costs for legal aid and other reimbursement

| Case study | Legal Aid                                                                                                                              |                           |                                                                          | Reimbursement                                                                                                                                                                                                                       |                                                                   |                                                                             |                                                                                        |
|------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|--------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|
|            | When and under what conditions is it applicable?                                                                                       | When is support total?    | Conditions?                                                              | Can the winning party obtain reimbursement of litigation costs?                                                                                                                                                                     | If reimbursement is not total, what is the percentage in general? | What costs are never reimbursed?                                            | Are there instances when legal aid should be reimbursed to the legal aid organisation? |
| Case A     | A party exempted from legal costs can apply for legal aid. The court decides if the participation of a professional attorney is needed | Depends on court decision | If the costs are excessive or will cause financial hardship to the party | General rules apply, depending on the circumstances. If the court finds the defendant guilty, the losing party pays the costs; if the court finds the defendant not guilty, - each party pays half of the costs of the proceedings. |                                                                   | Balance of costs higher than what was essential and appropriate to the case |                                                                                        |

#### Costs for translation and interpretation

| Case study | Translation                                     |                   | Interpretation |                   | Other costs specific to cross-border disputes? |                   |
|------------|-------------------------------------------------|-------------------|----------------|-------------------|------------------------------------------------|-------------------|
|            | When and under what conditions is it necessary? | Approximate cost? |                | Approximate cost? | Description                                    | Approximate cost? |

|        |                                                             |                                                                       |                                                 |  |  |  |
|--------|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|--|--|--|
|        |                                                             |                                                                       | When and under what conditions is it necessary? |  |  |  |
| Case A | If documents are submitted to the court in another language | According to the Minister of Justice's Regulations of 24 January 2005 |                                                 |  |  |  |

Last update: 08/11/2019

The national language version of this page is maintained by the respective Member State. The translations have been done by the European Commission service. Possible changes introduced in the original by the competent national authority may not be yet reflected in the translations. The European Commission accepts no responsibility or liability whatsoever with regard to any information or data contained or referred to in this document. Please refer to the legal notice to see copyright rules for the Member State responsible for this page.

#### Case study 2 - family law - custody of the children - Poland

In this case study on family law – custody of the children, Member States were asked to advise the suing party on litigation costs on litigation costs in order to consider the following situations:

Case A – National situation: Two persons have lived together unmarried for a number of years. They have a three year old child when they separate. A court decision grants custody of the child to the mother and a right of access to the father. The mother sues to limit the father's right of access.

Case B – Transnational situation where you are a lawyer in Member State A: Two persons have lived together unmarried in a Member State (Member State B) for a number of years. They have a child together but separate immediately after the child's birth. A court decision in Member State B gives the child's custody to the mother with a right of access to the father. The mother and the child move to live in another Member State (Member State A) as authorized to do so by the Court decision and the father remains in Member State B. A few years later, the mother sues in Member State A to change the father's right of access.

#### Costs in Poland

Case n° 2 In B (where the country where the wife sues is Poland) the fees, expenses and conditions are the same as for case A.

#### Costs of court, appeals and alternative dispute resolution

| Case Study | Court              |                                                                                                                                                                                                 |            | Appeals                                          |                    |            | ADR                                        |                                                        |
|------------|--------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|--------------------------------------------------|--------------------|------------|--------------------------------------------|--------------------------------------------------------|
|            | Initial court fees | Transcription fees                                                                                                                                                                              | Other fees | Initial court fees                               | Transcription fees | Other fees | Is this option open for this type of case? | Costs                                                  |
| Case A     | Fixed cost 40 PLN  | For each page of copies, copies of judgements with enforcement, copies of judgements with legal force – 6 PLN. If those documents are in a foreign language or contain tables –12 PLN per page. | --         | General rules apply – the fee is fixed at 40 PLN | --                 | --         | Parties are free to opt for ADR.           | If the court accepts the enforceability clause, 50 PLN |

#### Costs for lawyer, bailiff and expert

| Case Study | Lawyer                        |                 | Bailiff                       |                     |                      | Expert             |                                  |
|------------|-------------------------------|-----------------|-------------------------------|---------------------|----------------------|--------------------|----------------------------------|
|            | Is representation compulsory? | Average costs   | Is representation compulsory? | Pre-judgement costs | Post-judgement costs | Is use compulsory? | Cost                             |
| Case A     | No                            | Minimum 120 PLN | No                            | --                  | --                   | No                 | According to calculations expert |

#### Costs for witness compensation, pledge or security and other relevant fees

| Case Study | Witness compensation       |                                                                                                                               | Pledge or security                           |      | Other fees  |      |
|------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|------|-------------|------|
|            | Are witnesses compensated? | Cost                                                                                                                          | Does this exist and when and how is it used? | Cost | Description | Cost |
| Case A     | Yes                        | Costs of transport, lost earnings, accommodation, according to Articles 85 to 88 of the Act on Judicial Costs in Civil Cases. | --                                           | --   | --          | --   |

#### Costs for legal aid and other reimbursement

| Case study    | Legal Aid                                                                                                                              |                                 |                                                                          | Reimbursement                                                   |                                                                   |                                                                             |                                                                                        |
|---------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|
|               | When and under what conditions is it applicable?                                                                                       | When is support total?          | Conditions?                                                              | Can the winning party obtain reimbursement of litigation costs? | If reimbursement is not total, what is the percentage in general? | What costs are never reimbursed?                                            | Are there instances when legal aid should be reimbursed to the legal aid organisation? |
| <b>Case A</b> | A party exempted from legal costs can apply for legal aid. The court decides if the participation of a professional attorney is needed | Depends on the court's decision | If the costs are excessive or will cause financial hardship to the party | General rules apply, depending on the circumstances.            | --                                                                | Balance of costs higher than what was essential and appropriate to the case | --                                                                                     |

#### Costs for translation and interpretation

| Case study    | Translation                                                 |                                                                       | Interpretation                                  |                   | Other costs specific to cross-border disputes? |                   |
|---------------|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|------------------------------------------------|-------------------|
|               | When and under what conditions is it necessary?             | Approximate cost?                                                     | When and under what conditions is it necessary? | Approximate cost? | Description                                    | Approximate cost? |
| <b>Case A</b> | If documents are submitted to the court in another language | According to the Minister of Justice's Regulations of 24 January 2005 | --                                              | --                | --                                             | --                |

Last update: 08/11/2019

The national language version of this page is maintained by the respective Member State. The translations have been done by the European Commission service. Possible changes introduced in the original by the competent national authority may not be yet reflected in the translations. The European Commission accepts no responsibility or liability whatsoever with regard to any information or data contained or referred to in this document. Please refer to the legal notice to see copyright rules for the Member State responsible for this page.

#### Case study 3 - family law - alimony - Poland

In this case study on family law – maintenance, Member States were asked to advise the suing party on litigation costs on litigation costs in order to consider the following situations:

**Case A – National situation:** Two persons have lived together unmarried for a number of years. They have a three year old child when they separate. A court decision grants custody of the child to the mother. The only outstanding dispute relates to the amount of the maintenance owed to the mother by the father for the support and education of the child. The mother sues on this.

**Case B – Transnational situation** where you are a lawyer in Member State A: Two persons have lived together unmarried in a Member State (State B). They have a three year old child. They separate. A court decision in Member State B gives the child's custody to the mother. With the agreement of the father, the mother and the child move to live in another Member State (Member State A) where they establish their residence.

An outstanding dispute remains. This relates to the amount of the maintenance owed to the mother by the father for the support and education of the child.

The mother sues on this in Member State A.

#### Costs in Poland

Case n° 3 (in 3 B- the country when the mother sues the father is Poland – in that case, the fees, expenses and conditions are the same than in case A. According to that, there is no need to fill in the table).

#### Costs for Court, Appeals and Alternative Dispute Resolution

| Case Study    | Court                                                              |                                                                                                                                                                     |            | Appeals                                                            |                    |            | ADR                                        |                                                        |
|---------------|--------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|--------------------------------------------------------------------|--------------------|------------|--------------------------------------------|--------------------------------------------------------|
|               | Initial court fees                                                 | Transcription fees                                                                                                                                                  | Other fees | Initial court fees                                                 | Transcription fees | Other fees | Is this option open for this type of case? | Costs                                                  |
| <b>Case A</b> | In the case of maintenance, the action at law is free of all costs | For each copy, copies of judgements with enforcement, copies of judgement with legal force – 6 PLN. If those documents are in a foreign language – 12 PLN per page. | --         | In the case of maintenance, the action at law is free of all costs | --                 | --         | Parties are free to opt for ADR.           | If the court accepts the enforceability clause, 50 PLN |

#### Costs for lawyer, bailiff and expert

| Case Study | Lawyer                        |                | Bailiff                       |                     |                      | Expert             |                                  |
|------------|-------------------------------|----------------|-------------------------------|---------------------|----------------------|--------------------|----------------------------------|
|            | Is representation compulsory? | Average costs  | Is representation compulsory? | Pre-judgement costs | Post-judgement costs | Is use compulsory? | Cost                             |
| Case A     | No                            | Minimum 60 PLN | no                            | --                  | --                   | No                 | According to calculations expert |

#### Costs for witness compensation, pledge or security and other relevant fees

| Case Study | Witness compensation       |                                                                                                                              | Pledge or security                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                      |
|------------|----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|
|            | Are witnesses compensated? | Cost                                                                                                                         | Does this exist and when and how is it used?                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Cost                                                 |
| Case A     | Yes                        | Costs of transport, lost earnings, accommodation, according to Articles 85 to 88 of the Act on Judicial Costs in Civil Cases | Yes. The value of the object of the litigation is calculated so that, if payment is made in instalments, the value is the total of the year.<br>Polish law (Code of Civil Procedure) considers that maintenance is a pecuniary, periodically repeated claim:<br>1. if the sum of maintenance is equal to one year of payment, the whole sum is the object of litigation.<br>2. if the maintenance payment continues for less than one year, the whole sum is considered the object of litigation. | Depends on the value of the object of the litigation |

#### Costs for legal aid and other reimbursement

| Case study | Legal Aid                                                                                                                              |                           |                                                                          | Reimbursement                                                   |                                                               |                                                                             |                                                                                        |
|------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|--------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|
|            | When and under what conditions is it applicable?                                                                                       | When is support total?    | Conditions?                                                              | Can the winning party obtain reimbursement of litigation costs? | If reimbursement is not total, what is percentage in general? | What costs are never reimbursed?                                            | Are there instances when legal aid should be reimbursed to the legal aid organisation? |
| Case A     | A party exempted from legal costs can apply for legal aid. The court decides if the participation of a professional attorney is needed | Depends on court decision | If the costs are excessive or will cause financial hardship to the party | General rules apply, depending on the circumstances.            | --                                                            | Balance of costs higher than what was essential and appropriate to the case | --                                                                                     |

#### Costs for translation and interpretation

| Case study | Translation                                                 |                                                                       | Interpretation                                  |                   | Other costs specific to cross-border disputes? |                   |
|------------|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|------------------------------------------------|-------------------|
|            | When and under what conditions is it necessary?             | Approximate cost?                                                     | When and under what conditions is it necessary? | Approximate cost? | Description                                    | Approximate cost? |
| Case A     | If documents are submitted to the court in another language | According to the Minister of Justice's Regulations of 24 January 2005 | --                                              | --                | --                                             | --                |

Last update: 08/11/2019

The national language version of this page is maintained by the respective Member State. The translations have been done by the European Commission service. Possible changes introduced in the original by the competent national authority may not be yet reflected in the translations. The European Commission accepts no responsibility or liability whatsoever with regard to any information or data contained or referred to in this document. Please refer to the legal notice to see copyright rules for the Member State responsible for this page.

#### Case study 4 - commercial law - contract - Poland

In this case study on commercial law – contract, Member States were asked to advise the seller on litigation costs in order to consider the following situations:  
Case A – National situation: A company delivered goods worth 20.000 euros. The seller has not been paid because the buyer considers that the goods do not conform to what was agreed.

The seller decides to sue to obtain the full payment of the price.

Case B – Transnational situation: A company whose head office is located in Member State B delivers goods worth 20.000 euros to buyer in Member State A. The contract is subject to Member State B's law and written in Member State B's language. This seller has not been paid because the buyer located in Member State A considers that the goods do not conform to what was agreed. The seller decides to sue in Member State A to obtain full payment of the price as provided under the contract with the buyer.

#### Costs in Poland

Case n° 4 (in 4 B- the country when the seller sues the buyer is Poland – in that case, the fees, expenses and conditions are the same than in case A.

According to that, there is no need to fill in the table).

#### Costs for court, appeals and alternative dispute resolution

| Case Study | Court                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                             |            | Appeals                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | ADR                                        |                                                        |
|------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------------------------|
|            | Initial court fees                                                                                                                                                                        | Transcription fees                                                                                                                                                                          | Other fees | Initial court fees                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Is this option open for this type of case? | Costs                                                  |
| Case A     | Depends on the value of the object of litigation. According to the Act on Judicial Costs in Civil Cases – the fee is 5% of the value, but not less than 30 and not more than 100,000 PLN. | For each page, copies of judgements with enforcement, copies of judgement with legal force – 6 PLN. If those documents are in a foreign language or contains tables – 12 PLN for each page. | --         | Depends on the value of the object of litigation. According to the Act on costs in civil cases – the fee is 5% of the value, but not less than 30 and not more than 100,000 PLN. If the value of the object of litigation changes during the procedure, the fee is calculated in the same way – the percentage is still the same but the final sum changes, as another calculation base is used. | Parties are free to opt for ADR            | If the court accepts the enforceability clause, 50 PLN |

#### Costs for lawyer, bailiff and expert

| Case Study | Lawyer                        |                                                                                                                                      | Bailliff                      |                     |                      | Expert             |                                                        |
|------------|-------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|---------------------|----------------------|--------------------|--------------------------------------------------------|
|            | Is representation compulsory? | Average costs                                                                                                                        | Is representation compulsory? | Pre-judgement costs | Post-judgement costs | Is use compulsory? | Cost                                                   |
| Case A     | No                            | Depends on the value of the object of litigation. If the value is approximately 90 000 PLN, the fees will be not less than 3.600 PLN | No                            | --                  | --                   | No                 | If the court accepts the enforceability clause, 50 PLN |

#### Costs for witness compensation, pledge or security and other relevant fees

| Case Study | Witness compensation       |                                                                                                                              | Pledge or security                                                      |                                                  | Other fees  |      |
|------------|----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|-------------|------|
|            | Are witnesses compensated? | Cost                                                                                                                         | Does this exist and when and how is it used?                            | Cost                                             | Description | Cost |
| Case A     | Yes                        | Costs of transport, lost earnings, accommodation, according to Articles 85 to 88 of the Act on Judicial Costs in Civil Cases | Yes. The value of the object of litigation is taken into consideration. | Depends on the value of the object of litigation | --          | --   |

#### Costs for legal aid and other reimbursement

| Case | Legal Aid | Reimbursement |
|------|-----------|---------------|
|      |           |               |

| study         |                                                                                                                                        |                           |                                                                          |                                                                 |                                                              |                                                                             |                                                                                    |
|---------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|--------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
|               | When and under what conditions is it applicable?                                                                                       | When is support total?    | Conditions?                                                              | Can the winning party obtain reimbursement of litigation costs? | If reimbursement is not total what is percentage in general? | What costs are never reimbursed?                                            | Are there instances when legal aid should be reimbursed to legal aid organisation? |
| <b>Case A</b> | A party exempted from legal costs can apply for legal aid. The court decides if the participation of a professional attorney is needed | Depends on court decision | If the costs are excessive or will cause financial hardship to the party | General rules apply, depending on the circumstances             | --                                                           | Balance of costs higher than what was essential and appropriate to the case | --                                                                                 |

#### Costs for translation and interpretation

| Case study    | Translation                                                 |                                                                       | Interpretation                                  |                   | Other costs specific to cross-border disputes |                   |
|---------------|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|-----------------------------------------------|-------------------|
|               | When and under what conditions is it necessary?             | Approximate cost?                                                     | When and under what conditions is it necessary? | Approximate cost? | Description                                   | Approximate cost? |
| <b>Case A</b> | If documents are submitted to the court in another language | According to the Minister of Justice's Regulations of 24 January 2005 | --                                              | --                | --                                            | --                |

Last update: 08/11/2019

The national language version of this page is maintained by the respective Member State. The translations have been done by the European Commission service. Possible changes introduced in the original by the competent national authority may not be yet reflected in the translations. The European Commission accepts no responsibility or liability whatsoever with regard to any information or data contained or referred to in this document. Please refer to the legal notice to see copyright rules for the Member State responsible for this page.

#### Case study 5 - commercial law - responsibility - Poland

In this case study on commercial law – responsibility, Member States were asked to advise the customer on litigation costs in order to consider the following situations:

**Case A – National situation:** A heating equipment manufacturer delivers a heater to an installer. The installer on-sells (and installs) the heater to a customer to equip his/her house. The house catches fire shortly thereafter. Every participant (heating equipment manufacturer, installer, end-customer) is insured. The origin of the fire is contested. Nobody wants to compensate the customer.

The customer decides to sue for full compensation the heating equipment manufacturer, the heating equipment installer and the insurance companies.

**Case B – Transnational situation:** A heating equipment manufacturer in a Member State B delivers heater to an installer in a Member State C. The installer on-sells the heater (and installs) the heater to a customer in Member State A to equip his/her house. The house catches fire shortly thereafter. Each participant (heating equipment manufacturer, installer, end-customer) is insured by an insurance company in its own Member State. The origin of the fire is contested. Nobody wants to compensate the customer.

The customer decides to sue in Member State A for full compensation the heating equipment manufacturer, the heating equipment installer and the insurance companies in Member State A.

#### Costs in Poland

Case n° 5 (in 5 B- the country when the consumer sues the installer and the equipment company is Poland – in that case, the fees, expenses and conditions are the same as in case A.

#### Costs for Court, Appeals and Alternative Dispute Resolution

| Case Study    | Court                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                  |            |
|---------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
|               | Initial court fees                                                                                                                                                                     | Transcription fees                                                                                                                                                               | Other fees |
| <b>Case A</b> | Depends on the value of the object of litigation. According to the Act on Judicial Costs in Civil Cases the fee is 5% of the value, but not less than 30 and not more than 100,000 PLN | For each copy, judgements with enforcement, copies of judgement with legal force – 6 PLN. If those documents are in a foreign language or contain tables – 12 PLN for each page. | --         |

| Case Study | Appeals                                                                                                                                                                     |                    |            |
|------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|------------|
|            | Initial court fees                                                                                                                                                          | Transcription fees | Other fees |
|            | Depends on the value of the object of litigation. According to the Act on costs in civil cases – the fee is 5% of the value, but not less than 30 and not more than 100,000 |                    |            |

|               |                                                                                                                                                                                                                                                |    |    |
|---------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|
| <b>Case A</b> | PLN. But the value of the object of litigation can change during the procedure. Where this is the case, the fee is calculated in the same way – the percentage is still the same but the final sum is not as another calculation base is used. | -- | -- |
|---------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|

|                   |                                                   |  |                                                        |
|-------------------|---------------------------------------------------|--|--------------------------------------------------------|
| <b>Case Study</b> | ADR                                               |  |                                                        |
|                   | <b>Is this option open for this type of case?</b> |  | <b>Costs</b>                                           |
| <b>Case A</b>     | Parties are free to opt for ADR                   |  | If the court accepts the enforceability clause, 50 PLN |

#### Costs for lawyer, bailiff and expert

|                   |                                      |                                                   |                                      |                            |                             |                           |                                                        |
|-------------------|--------------------------------------|---------------------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|-----------------------------|---------------------------|--------------------------------------------------------|
| <b>Case Study</b> | <b>Lawyer</b>                        |                                                   | <b>Bailiff</b>                       |                            |                             | <b>Expert</b>             |                                                        |
|                   | <b>Is representation compulsory?</b> | <b>Average costs</b>                              | <b>Is representation compulsory?</b> | <b>Pre-judgement costs</b> | <b>Post-judgement costs</b> | <b>Is use compulsory?</b> | <b>Cost</b>                                            |
| <b>Case A</b>     | No                                   | Depends on the value of the object of litigation. | No                                   | --                         | --                          | No                        | If the court accepts the enforceability clause, 50 PLN |

#### Costs for witness compensation, pledge or security and other relevant fees

|                   |                                   |                                                                                                                             |                                                                         |                                                      |                    |             |
|-------------------|-----------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|--------------------|-------------|
| <b>Case Study</b> | <b>Witness compensation</b>       |                                                                                                                             | <b>Pledge or security</b>                                               |                                                      | <b>Other fees</b>  |             |
|                   | <b>Are witnesses compensated?</b> | <b>Cost</b>                                                                                                                 | <b>Does this exist and when and how is it used?</b>                     | <b>Cost</b>                                          | <b>Description</b> | <b>Cost</b> |
| <b>Case A</b>     | Yes                               | Costs of transport, lost earnings, accommodation, according to article 85 to 88 of the Act on Judicial Costs in Civil Cases | Yes. The value of the object of litigation is taken into consideration. | Depends on the value of the object of the litigation | --                 | --          |

#### Costs for legal aid and other reimbursement

|                   |                                                                                                                                        |                               |                                                                          |                                                                        |                                                                      |                                                                             |                                 |
|-------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| <b>Case study</b> | <b>Legal Aid</b>                                                                                                                       |                               |                                                                          | <b>Reimbursement</b>                                                   |                                                                      |                                                                             |                                 |
|                   | <b>When and under what conditions is it applicable?</b>                                                                                | <b>When is support total?</b> | <b>Conditions?</b>                                                       | <b>Can the winning party obtain reimbursement of litigation costs?</b> | <b>If reimbursement is not total, what is percentage in general?</b> | <b>What costs are never reimbursed?</b>                                     | <b>Are there when legal aid</b> |
| <b>Case A</b>     | A party exempted from legal costs can apply for legal aid. The court decides if the participation of a professional attorney is needed | Depends on court decision     | If the costs are excessive or will cause financial hardship to the party | General rules apply, depending on the circumstances.                   | --                                                                   | Balance of costs higher than what was essential and appropriate to the case | --                              |

#### Costs for translation and interpretation

|                   |                                                        |                          |                                                        |                          |                                                       |                          |
|-------------------|--------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------------------------------------|--------------------------|
| <b>Case study</b> | <b>Translation</b>                                     |                          | <b>Interpretation</b>                                  |                          | <b>Other costs specific to cross-border disputes?</b> |                          |
|                   | <b>When and under what conditions is it necessary?</b> | <b>Approximate cost?</b> | <b>When and under what conditions is it necessary?</b> | <b>Approximate cost?</b> | <b>Description</b>                                    | <b>Approximate cost?</b> |
|                   |                                                        |                          |                                                        |                          |                                                       |                          |

|               |                                                             |                                                                       |    |    |    |    |
|---------------|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|----|----|----|----|
| <b>Case A</b> | If documents are submitted to the court in another language | According to the Minister of Justice's Regulations of 24 January 2005 | -- | -- | -- | -- |
|---------------|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|----|----|----|----|

Last update: 08/11/2019

The national language version of this page is maintained by the respective Member State. The translations have been done by the European Commission service. Possible changes introduced in the original by the competent national authority may not be yet reflected in the translations. The European Commission accepts no responsibility or liability whatsoever with regard to any information or data contained or referred to in this document. Please refer to the legal notice to see copyright rules for the Member State responsible for this page.